

La fin de la mondialisation heureuse

Imagine demain le monde - La Grande-Bretagne tourne le dos à l'Union européenne, la Chine se penche sur son marché intérieur, les Etats-Unis dénoncent les effets de la globalisation : le village économique planétaire est-il en train d'éclater ?



Symbole de la mondialisation, 6 127 porte-conteneurs sillonnent en permanence les mers du globe. Ils totalisent une capacité de transport de 20,7 millions de conteneurs. - © gp1974

La mondialisation, que ses promoteurs annonçaient heureuse, portée par une hausse de la consommation et un recul de la pauvreté, semble aujourd'hui montrer ses limites. Le Nord se désindustrialise, le Sud surexploite ses ressources, partout les inégalités se creusent.

Et le modèle peine à rebondir depuis l'effondrement du système financier de 2008.

"La croissance économique mondiale reste faible depuis 2009," constate André Sapir, économiste de l'ULB. "Quant aux échanges internationaux, ils ne progressent plus, alors que durant 20 ans, ils ont augmenté deux fois plus rapidement que le produit intérieur brut mondial."

Que se passe-t-il ? Les économistes avancent plusieurs explications.

"Il y a d'abord un changement de modèle de la Chine", poursuit André Sapir, "qui se tourne vers son marché domestique. Le pays étant le premier exportateur mondial, cette in exion pèse sur les échanges mondiaux."

Les dirigeants chinois, craignant que les nombreux conflits sociaux qui secouent le pays (30 000 par an) ne dégénèrent en un soulèvement général, à l'image des *Printemps arabes*, ont réorienté l'économie vers la satisfaction de la demande interne. Résultat : les échanges internationaux de "l'usine du monde" ont fléchi de 7 % en 2015.

Une production en partie relocalisée

Les analystes pointent également une relocalisation partielle de la production.

"La spécialisation des entreprises a entraîné un éclatement des chaînes de fabrication entre plusieurs unités réparties un peu partout dans le monde, ce qui a fortement contribué à la croissance du commerce international", ajoute l'économiste.

L'objet emblématique de cette mondialisation est probablement l'*iPhone*. La radio qui équipe ce cosmopolite appareil est fabriquée aux USA. L'écran tactile, les haut-parleurs et le vibreur viennent de Mongolie, les circuits intégrés de Corée et de Taiwan, la France fournit le gyroscope (qui fait basculer l'image lorsque l'appareil est manipulé), le Japon, les batteries et la Chine assemble le tout.



Assemblés le plus souvent en Chine, les smartphones réunissent des pièces fabriquées dans le monde entier : Japon, Corée, Mongolie, France, Italie, Allemagne. - © Japanexperterna.se

Cependant l'hyper-spécialisation a révélé ses fragilités. Le tsunami, qui a provoqué la catastrophe de Fukushima en mars 2011, a également paralysé l'industrie électronique japonaise. La rupture d'approvisionnements essentiels s'est répercutée un peu partout dans le monde : en Chine la production d'*iPads* a été ralentie, en Louisiane (USA) l'unité de *Général Motor* a été mise à l'arrêt, tout comme l'usine *Renault* de Corée du Sud.

De plus, les augmentations de salaire dans les pays émergents, Chine en tête, ont rendu ces pays moins attractifs. Il est devenu possible de rapprocher les unités de production sans faire exploser les coûts. Parfois même, certaines entreprises y trouvent d'autres avantages. Ainsi, la marque espagnole de vêtements *Zara* s'est détournée des usines du Bangladesh pour faire confectionner ses vêtements à l'intérieur de l'Union européenne. Le raccourcissement de sa chaîne logistique la rend plus réactive. Un hiver apparaît anormalement doux ? Un printemps se révèle très pluvieux ? La marque redessine ses collections, envoie les nouveaux modèles à ses sous-traitants et ré-alimente ses magasins en l'espace de 15 jours.

Un secteur financier hypertrophié

La circulation des capitaux, c'est l'autre visage de la mondialisation. Et à ce niveau-là, on note un fléchissement encore plus net. Selon les estimations du *McKinsey Global Institute*, les mouvements de capitaux ont été divisés par dix depuis leur pic de 2006. En cause, une baisse des investissements d'entreprises, une baisse des prêts interbancaires et la disparition d'une partie des innombrables intermédiaires financiers.

"Le secteur financier s'était hypertrophié de manière absurde, constate Yamina Tadjeddine, économiste à l'Université de Lorraine. "L'argent changeait 40 fois de mains avant de parvenir à son destinataire final."

Les premières victimes de la crise financière furent probablement les pays du Sud qui ont été brutalement privés de capitaux. En 2007, 400 milliards de dollars de crédits irriguaient leur économie.

Deux ans et une crise plus tard, les crédits s'étaient contractés à 60 milliards, faisant dévisser au passage d'un tiers les principales monnaies des pays émergents (moins 38 % pour le rand sud-africain, moins 34 % pour le real brésilien, moins 33 % pour la livre turque et moins 29 % pour le peso mexicain).

"La libéralisation des capitaux s'est avérée préjudiciable aux pays en développement", poursuit Yamina Tadjeddine, car ceux-ci ne bénéficient pas de véritables investissements mais de simples placements à court terme. Aussi, certains pays en développement prennent-ils maintenant des dispositions réglementaires en vue de contrôler les flux entrants et sortants de capitaux. L'Inde fait des efforts particuliers en ce sens en consolidant son système bancaire. La monnaie chinoise, le yuan, devient une devise de référence dans les échanges entre pays asiatiques. En fait, une partie de la planète est en train de sortir du dogme du consensus de Washington qui estimait depuis les années 80 que le développement de la finance était la condition de la croissance économique."



En 2015, les investissements directs transnationaux se montaient à 1 700 milliards de dollars. Un chiffre qui reste plus faible que les 1 900 milliards atteints en 2007 à la veille de la crise financière. - © Reynormeia

Autre revers de la mondialisation : le saccage de l'environnement. Une illustration ? L'avancement inexorable du jour du dépassement.

Le dépassement est le moment de l'année où l'humanité a consommé la totalité des ressources générées en un an sur le globe. Passé cette date, l'homme puise sur les réserves terrestres — forêts, océans, nappes de pétrole — sans leur donner le temps de se reconstituer. En 1971, le jour du dépassement tombait le 24 décembre. L'humanité se contentait pratiquement des ressources terrestres pour couvrir sa consommation. En 1994, année de la création de l'Organisation mondiale du commerce (OMC, organisation spécialisée des Nations unies destinée à faciliter le commerce international), le jour du dépassement avançait au 13 octobre. L'année dernière, il tombait le 8 août, soit 5 mois avant la fin de l'année.

"Il est sûr que la globalisation joue contre l'environnement," analyse Amélie Canonne de l'Association internationale des techniciens, experts et chercheurs (Aitec). "Rien que les activités de transport de marchandises représentent selon les sources entre 10 et 15 % des émissions de gaz à effet de serre."

Or le fret maritime circule sur des eaux internationales, ses émissions ne sont comptabilisées par aucun pays et échappent à toute politique de lutte contre les changements climatiques.

"Ensuite, reprend Amélie Canonne, le commerce repose sur la conclusion d'accords de libre-échange. Or la nouvelle génération d'accords, type CETA (qui lie l'Union européenne au Canada), ou TTIP (actuellement négocié entre l'Union européenne et les USA) réforment les règlements nationaux qui entravent le commerce, ce qui revient à modifier les politiques de lutte contre les changements climatiques."

Faciliter la transition

Un exemple : en 2014, alors que la Commission européenne mettait au point sa directive sur les carburants pour favoriser les carburants propres, les lobbies canadiens, s'appuyant sur le CETA en cours de négociation, ont imposé l'idée que les sables bitumineux et les gaz de schiste ne sont pas plus polluants que les pétroles conventionnels. Exit l'idée d'une taxation différenciée selon les

émissions de carbone.

"L'Union européenne accepte de modifier sa législation à la demande des lobbies canadiens, en échange, ses entreprises peuvent investir plus facilement dans les mines canadiennes et l'industrie pétrolière. En fait, elle se sert des accords de libre-échange pour sécuriser ses approvisionnements en énergie", constate la chercheuse de l'Aitec.

Côté pile, la mondialisation a dopé les échanges internationaux, encouragé la consommation des classes moyennes et sorti, en 30 ans, un milliard de personnes de la pauvreté. Côté face, elle a accentué les inégalités sociales et imposé un modèle de production écologiquement intenable. Faut-il pour autant envisager une "démondialisation", soit une relocalisation de la production, quitte à voir flamber la facture du consommateur ?

"Pour l'alimentation", plaide Koen Stuyck du WWF-Belgique, "la consommation de produits locaux et de saison ne se révèle pas plus coûteuse et fait vivre une agriculture familiale plus écologique. Quant aux biens importés, il faudra, un jour, se décider à les vendre à leur vrai prix écologique. Les fleurs coupées du Kenya sont bon marché uniquement parce qu'il n'existe pas encore de taxe sur le kérosène. La vérité des prix touchera notre consommation, mais je pense que l'on s'habitue à consommer moins et mieux, des biens entièrement renouvelables, et à aller chercher notre bonheur dans l'économie des services ouverts par des entreprises locales."

La mondialisation a probablement encore de beaux jours devant elle. Mais ses outrances sont chaque jour un peu plus battues en brèche, dénoncées par les militants écologistes, combattues par les luttes ouvrières ou repoussées par les classes moyennes effrayées à la perspective de la relégation sociale.

La guerre commerciale lancée par Donald Trump

Donald Trump va-t-il parvenir à ré-industrialiser l'Amérique en fermant ses frontières comme il le martèle depuis son élection le 8 novembre dernier ?

En contraignant Ford à renoncer à construire une nouvelle usine au Mexique, le président des Etats-Unis a déjà remporté un premier bras de fer avec l'industrie automobile.

"Mais c'est une victoire dérisoire, avec seulement 1 000 emplois en jeu", nuance l'économiste de André Sapir. "On est davantage dans l'effet d'annonce que dans la déclinaison d'une vraie politique industrielle."

Toutefois, le professeur de l'ULB craint que les fanfaronnades du magnat de l'immobilier portent à conséquence.

"Donald Trump semble prêt à prendre des mesures unilatérales, en violation de traités bilatéraux conclus avec ses partenaires économiques. Il faut donc y être attentif, car l'Europe à tout à y perdre. Depuis la mise en place de l'OMC, l'Europe a connu deux conflits commerciaux, l'un avec la Chine sur l'acier et l'autre avec les Etats-Unis sur

l'importation de bœuf. Mais ces tensions se limitaient à un secteur d'activité sans dégénérer en guerre totale. Avec Trump, on peut vraiment se demander ce qui va se passer."

L'unique épisode de guerre économique déclarée par les Etats-Unis remonte à 1971. Alors que les USA abandonnaient la convertibilité du dollar en or, le président Nixon a imposé durant trois mois une taxe supplémentaire de 10 %, en plus des droits de douane, sur tous les produits d'importation. Les Etats-Unis jouaient alors sur leur puissance pour imposer à leurs partenaires une taxe normalement inacceptable au regard des accords en vigueur.

"Le président Trump pourrait s'inspirer de cet épisode pour prendre d'autres mesures de ce type," redoute André Sapir. "Il vient de le faire avec le Mexique, un pays plus faible que les USA et qui est bien obligé de se plier, jusqu'à un certain point, à sa volonté malgré l'existence de l'ALENA, l'accord de libre échange entre le Canada, les USA et le Mexique. L'Union européenne est le plus grand importateur et exportateur mondial de biens et services. Notre surplus commercial est assez important. Donald Trump a bien plus de raisons de s'en prendre à nous, plutôt qu'au Mexique. Que va-t-il se passer s'il monte les droits de douane à 35 % sur les voitures allemandes ? L'Allemagne demandera aux autres pays européens de faire bloc et on rentrera dans un conflit commercial avec les Etats-Unis. Les pays européens ont tout intérêt à régler leurs relations par des accords multilatéraux et à les faire respecter."